

— Aux Mureaux (Yvelines), l'association d'insertion Equalis exploite l'un des dix jardins du réseau Cocagne, très sollicité depuis la crise de Covid-19.



Alimentation Les acteurs de l'ESS montrent la voie

— *L'épidémie de Covid-19 a mis en lumière la capacité des acteurs de l'économie sociale et solidaire à apporter des réponses alternatives de proximité aux besoins alimentaires des Franciliens pendant le confinement. Des solutions sur lesquelles s'appuyer pour construire un territoire plus résilient.*

Les circuits courts n'ont jamais autant fait parler d'eux que ces derniers mois. Alors que le confinement a révélé les limites des systèmes d'approvisionnement de la grande distribution et que les marchés ouverts n'ont pas été autorisés à se maintenir, « les 169 Amap [Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne] recensées sur le territoire de la métropole du Grand Paris (MGP) ont, elles, pour la plupart continué de fonctionner, illustre Steve Lewis, chargé d'études à l'observatoire de la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire d'Ile-de-France (Cress IDF). Cette crise nous a d'ailleurs menés à relire des travaux que nous avons réalisés, notamment avec l'Ademe⁽¹⁾, sur le lien entre ESS et alimentation dans une approche de résilience. »

A partir d'exemples concrets et de témoignages, la Cress IDF vient ainsi de publier une fiche pratique qui montre comment les acteurs de l'ESS, à différents échelons de la filière agroalimentaire (production, transformation, distribution, etc.), ont été en capacité d'apporter des réponses alternatives et de proximité pendant cette période chahutée, tout en assurant un rôle social lors des distributions des Amap et l'aide alimentaire notamment.

SOUTIEN DES COLLECTIVITÉS

Ce recensement de bonnes pratiques vise à donner des pistes pour amorcer la transition vers une alimentation plus durable et construire un territoire francilien plus résilient. Un chantier qui ne se fera cependant pas sans le nécessaire soutien des politiques publiques, notamment locales, relève la Cress. « Aujourd'hui, nous sommes sur-solli-

ciés pour développer des projets de production, de distribution alimentaire, d'épicerie solidaire..., confie Julien Adda, directeur du réseau Cocagne (une dizaine de structures en Ile-de-France). Mais pour y répondre, nous avons besoin que les collectivités territoriales nous apportent des moyens d'animation, d'ingénierie de projet... » Cogérant de la couveuse et coopérative d'activités agricoles et alimentaires Les Champs des possibles, Sylvain Pechoux insiste lui aussi sur ce levier : « Nous tâchons de travailler en lien étroit avec les collectivités, car elles disposent parfois de foncier et ont par ailleurs des enjeux forts de nourrir leur population. A ce titre, elles font partie des acteurs-clés avec qui co-construire des projets en matière de résilience alimentaire. »

Suite page 24 >>>



— Il existe une dizaine de structures du réseau Cocagne en Ile-de-France.

ENGAGÉS À VOS CÔTÉS POUR LE GRAND PARIS

Partenaire des acteurs publics des territoires,
Banque des entreprises du Grand Paris,
Société Générale se mobilise pour les enjeux
environnementaux et sociaux de demain,
et s'engage à hauteur de 3 milliards d'euros d'ici 2024.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

>>> Suite de la page 22

Et de citer l'exemple de Gometz-le-Châtel, petite commune de l'Essonne (2 750 habitants), où l'équipe municipale souhaite redévelopper l'agriculture. « Avec elle, nous avons accompagné l'installation d'une personne qui cultive des plantes médicinales et la création d'une boulangerie bio est en cours, le porteur de projet étant encore au sein de notre couveuse », précise Sylvain Pechoux. Dans le même département, la coopérative fait partie de la cinquantaine de partenaires du projet Sésame de la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne. Bénéficiant d'un soutien de 5,7 millions d'euros du programme d'investissements d'avenir, il prévoit entre autres, dans le cadre de la reconversion de l'ancienne base militaire 217 à Brétigny-sur-Orge, l'implantation d'une ferme agroécologique (la Ferme de l'envol) de 75 ha. A terme, l'ambition est de compter sur le territoire une centaine d'exploitations, ainsi que des ateliers de transformation et des lieux de vente en circuit court.

CONSTRUIRE DES FILIÈRES LOCALES

Des projets qui, chacun à leur échelle, contribuent à dessiner un modèle plus résilient. Car, sans « pouvoir prétendre à l'autonomie, l'Île-de-France pourrait produire une plus grande partie de ses besoins si la production agricole était moins spécialisée, la consommation de produits animaux moindre, et surtout, si de vraies filières locales étaient construites », estime Arthur Grimonpont, ingénieur de recherche sur la résilience alimentaire à l'École urbaine de Lyon et cofondateur de l'association Les Greniers d'abondance.



© BR

Verbatim

« L'idée du projet alimentaire territorial est de mettre en réseau les nombreux acteurs présents sur le territoire à toutes les étapes de la chaîne alimentaire, pour amplifier leur impact »

Laurent Monnet, maire-adjoint délégué à la transformation écologique, à la nature en ville et à la démocratie alimentaire à Saint-Denis.



© EQUALIS

Si le défi est de taille dans une région où, selon l'Ademe, 90 % des produits alimentaires consommés sont importés (d'autres régions ou de l'étranger), la question alimentaire investit de plus en plus le champ politique et la crise du Covid-19 n'a fait qu'accélérer la tendance. « Cette problématique a vraiment éclaté durant l'entre-deux tours des municipales, période durant laquelle nous étions en confinement, témoigne Laurent Monnet, maire-adjoint délégué à la transformation écologique, à la nature en ville et à la démocratie alimentaire à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Nous avons d'ailleurs enrichi notre programme avant le second tour, en proposant la création d'un stock d'urgence alimentaire et d'un réseau d'épiceries solidaires sur la ville. »

Egalement conseiller territorial de Plaine Commune, Laurent Monnet a hérité d'une nouvelle délégation relative au projet alimentaire territorial. « Plaine Commune est à la fois un territoire qui a une histoire maraîchère forte et qui est riche de nombreux acteurs présents sur toutes les étapes de la chaîne alimentaire. L'idée est de les mettre en réseau pour amplifier leur impact », explique-t-il. Première illustration : le projet de boucle alimentaire locale, développé à Stains au niveau de la ZAC des Tartres par l'association Novaedia. « Il y a, à la fois, des acteurs qui produisent des fruits et légumes, des acteurs qui peuvent les transformer, un autre encore (Les alchimistes) qui récupère les déchets pour les transformer et une solution de distribution avec un restaurant municipal. C'est typiquement ce qu'on souhaite encourager : la

production, le stockage, la transformation, la logistique », se félicite l'élu.

« La crise n'a fait que renforcer ce nécessaire travail de réseau entre acteurs, ainsi que le besoin de structurer la filière agro-alimentaire pour renforcer son impact sur le territoire », analyse de son côté Pauline Sy, coordinatrice des programmes pédagogie et recherche-action au Lab3S (Laboratoire sols, savoirs, saveurs) qui, sur le territoire d'Est Ensemble (Seine-Saint-Denis), a engagé une réflexion pour construire une gouvernance alimentaire territoriale. ●

Emmanuelle Chaudieu

(1) « Les structures de l'ESS en Île-de-France, des acteurs de la transition écologique et énergétique – Etat des lieux », février 2020.

Le territoire de la MGP compte

169 Amap,

47 jardins familiaux,

191 jardins partagés,

319 associations de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Source : Cress IDF